

Le plan Juncker pour relancer l'économie européenne pris avec prudence

Un effet levier jugé «crédible»

Le «investment advisory hub» aura un rôle majeur

PAR THIERRY LABRO

En pariant sur 315 milliards d'euros d'investissement sur la période 2015-2017 pour une mise de 21 milliards d'euros de l'Union européenne et de la Banque européenne d'investissement, soit un «effet levier» de 15, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, est jugé crédible par les économistes luxembourgeois. Mais l'«investment advisory hub», qui devra sélectionner les projets, aura une lourde responsabilité.

Effet levier. Une expression à la mode depuis que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé vouloir mobiliser 315 milliards d'euros avec «seulement» 21 milliards d'euros de l'Union européenne et de la Banque européenne d'investissement. Dans ce cas précis, l'effet levier signifie simplement qu'avec un euro d'argent européen, on espère attirer 15 autres euros d'investissement.

Un chiffre qui a fait tiquer les économistes. Est-il crédible? Oui, pour les économistes de la Chambre de commerce croisés hier à l'occasion de la présentation des perspectives économiques pour 2015. «Il est dans la ligne de l'effet levier de la Banque européenne d'investissement», a indiqué Marc Wagener, le chef économiste de la Chambre de commerce. «Même un peu en dessous, puisque le coefficient est de 18 à 20 euros par euro investi.» Dans une note publiée la semaine dernière par la Fondation Idea, Muriel Bouchet décrit «un Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) créé au sein du groupe BEI et ferait en quelque sorte office de levier permettant de mobiliser, à travers notamment un jeu de garanties et de prêts titrisés, de l'ordre de 300 milliards d'investissements émanant principalement du secteur privé». Mais, surtout, elle est nettement plus dubitative: «Il est difficile d'évaluer précisément la pertinence d'un tel effet de levier dans le cas d'espèce, les investissements visés présentant un profil (projets d'envergure et à long terme présentant une «haute valeur sociétale et économique») bien spécifique et par construc-



Pour gagner son pari, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, devra convaincre les chefs d'Etat et de gouvernement, comme l'Italien Matteo Renzi. Le temps presse. (PHOTO: REUTERS)

tion distinct de celui des projets classiques.»

Ralentissement et faible niveau des investissements...

«A ce stade», l'économiste regrette qu'«aucune intervention digne de ce nom des Etats membres ne soit intégrée et que les principaux supports du «Plan» soient un budget européen qui ne représente qu'environ 1% du PIB de l'Union européenne et une intervention de cinq milliards d'euros de la BEI - intervention qui se monte à moins de 1% du total bilantaire de cette institution. En d'autres termes, les fondations financières du Plan Juncker semblent assez ténues.»

D'autant que comme elle le souligne un peu plus loin, les efforts d'investissement publics en Europe marquent le pas depuis quelques années de 4% au Luxembourg et en France à à peine 2% en Allemagne ou en Belgique. Quant aux investissements privés, ils sont passés selon le Statec de 19,4% du PIB de l'UE en 2007 à 16,4% en 2013, un ralentissement beaucoup plus net qu'aux Etats-Unis ou au Japon.

Et encore, il va falloir surveiller de près la sélection des projets, près de 2.000 sont déjà en route pour Luxembourg. C'est tout le rôle du «investment advisory hub», ce comité de sélection annoncé par le président de la Commission européenne.

«Je suis optimiste», a confié le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, «pour autant que ces projets ne soient pas des recyclages de projets que les Etats membres avaient déjà pré-

parés. Il faut aller chercher les potentiels économiques, dans la recherche, le développement et l'innovation, dans les écoles. Est-ce que se féliciter de la décision du gouvernement allemand de lancer un plan d'investissement public dans ce contexte? Il y a un mois, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait annoncé une rallonge d'environ dix milliards d'investissements publics jusqu'en 2018, qui s'ajoutent aux cinq milliards d'euros d'investissements publics supplémentaires sur quatre ans décidés l'an dernier par la CDU de la chancelière Angela Merkel et la SPD du ministre de l'Economie Sigmar Gabriel. De quoi susciter, selon le gouvernement allemand, 50 autres milliards d'euros d'investissements privés. Ces quelques 60 milliards d'euros représenteraient ainsi le poids de l'Allemagne dans le dispositif de l'Union européenne à venir.

L'ambition irait plutôt de 900 à 1.600 milliards d'euros

Pour Mme Bouchet, le plan Juncker ne va pas assez loin: «A titre d'exemple, un triplement des seed funds alimenté par les budgets des Etats membres pourrait sur le papier constituer le socle d'un paquet global de 900 milliards d'euros environ - en tablant à l'instar de la Commission sur un effet de levier de 15. Or un tel triplement ne coûterait à ces Etats «que» 0,3% de leur PIB en moyenne sur un horizon de trois ans. Cette «facture» serait au demeurant significative-

ment allégée par l'effet de retour favorable, sur le PIB, l'emploi et par conséquent sur les recettes budgétaires, des nouveaux investissements.»

Un montant global qui lui semble en ligne avec deux autres chiffres récents: «Dans un discours prononcé le 5 septembre 2014 (Investing for Europe's future», discours au Bruegel Institute), le ministre polonais des Finances plaiderait pour un paquet global de 5,5% du PIB de l'UE - ce qui équivaut à près de 800 milliards d'euros. Enfin, selon la Fondation Robert Schuman (Pour une relance de l'investissement en Europe, Policy Paper, 22 septembre 2014), le montant devant être mobilisé en Europe pour les réseaux de transport, d'énergie et de télécoms serait de 1.000 milliards d'euros et même de 1.600 milliards en considérant de surcroît la gestion des déchets, l'eau et la santé.»

Le hub mis en place en juin prochain

Et c'est là que ça pourrait coïncider, estime pour sa part l'ancien ministre et député européen socialiste Robert Goebbels, dans un commentaire à cette note: «Le problème cardinal reste toutefois l'absence de grands projets d'investissements publics et privés réalisables à court terme. Tout ce qui relève des infrastructures publiques met un temps fou à se réaliser, notamment suite aux analyses d'impact et des actions citoyennes et judiciaires automatiques à tout projet infrastructurel (pensez à la ligne TGV Lyon-Turin). Les investissements privés

« La décision de l'Allemagne de lancer un plan d'investissement public de 10 à 15 milliards est une bonne nouvelle. »

Le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen.

souffrent également des lenteurs administratives. La surréglementation européenne en matière de protection environnementale (certificats CO₂ inexistant dans une large partie du monde) fait que les industriels de la chimie, de l'acier, de l'aluminium et d'autres préfèrent investir aux Etats-Unis, en Chine ou sous d'autres cieux cléments. Or sans grands projets la relance Juncker risque de s'essouffler rapidement.»

Le plan Juncker sera soumis au Conseil européen les 18 et 19 décembre avant que la Commission européenne ne publie les règles du jeu en janvier et qu'elles soient discutées avec le Parlement européen d'ici juin 2015. C'est à ce moment-là que le «hub» aura été mis en place et pourra commencer à rendre les projets concrets. A ce moment-là on saura si ces projets remplissent leur objectif et s'ils ont une chance d'attirer ces quinze euros par euro investi par l'Union européenne.



Carlo Thelen est optimiste mais prudent. (PHOTO: CHRISTOPHE KARABA)